

N°95

Rapport Août 2021

The August Issue available in **English** inside

442

Protestations

12

**Suicides et tentatives
de suicide**

3904

Migrant(te)s

Protestation féministe dans les villes minières

Rihab Mabrouki



2, Avenue de France Imm Ibn Khaldoun (la Nationale),
2ème étage Apt325-Tunis Bab Bhar 1000



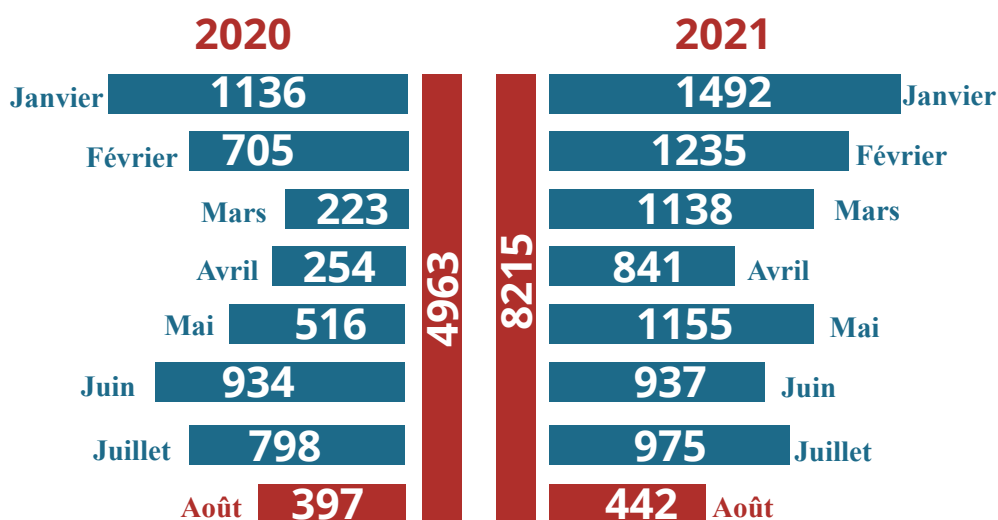
TEL. : (+216) 71 325 129 FAX : (+216) 71 325 128



contact@ftdes.net www.ftdes.net

Introduction

La mobilisation sociale a connu une nouvelle évolution au cours du huitième mois de l'année 2021, qui ne diffère pas beaucoup dans ses caractéristiques économiques et sociales des mois qui le précèdent. Au contraire, la crise s'est aggravée, le taux de croissance économique est resté inférieur à zéro, le taux de chômage s'est stabilisé à un niveau élevé, et une augmentation record des taux de violence. Cette crise a été empirée par les évolutions politiques que le pays a connues, les violences au Parlement et les alliances basées sur les intérêts partisans, conduisant à l'application de l'article 80 de la Constitution à la date du 25 juillet gelant le Parlement et relaxant le chef du gouvernement. Car cette date est devenue un nouvel élan pour la mobilisation sociale après le relèvement du plafond des attentes.



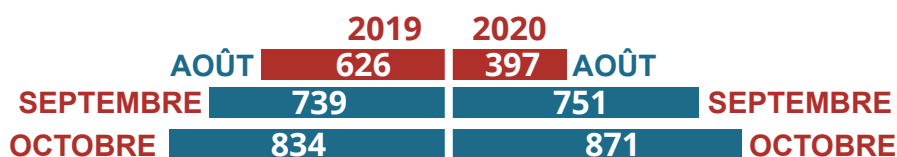
Mouvements de protestation

Rapport d'août 2021 sur les mouvements de protestation

De nombreux sondages d'opinion ont traduit la hausse de ce plafond, puisqu'ils ont indiqué que le taux d'optimisme a augmenté chez les Tunisiens après ces mesures exceptionnelles liées à l'article 80. Cela s'est concrétisé par la baisse notable des mouvements de protestation au cours du mois d'Août puisque l'équipe de veille de l'Observatoire Social Tunisien a enregistré une baisse, dans les manifestations durant le mois d'Août d'environ 45% par rapport à Juillet dernier (442 mouvements de protestation contre 975 mouvements de protestation en juillet 2021). On peut dire que les évolutions politiques ont permis une trêve dans l'activité du mouvement social et des mouvements de protestation dans l'attente ou l'espérance de la possibilité d'interaction avec leurs revendications ainsi que leur réalisation.



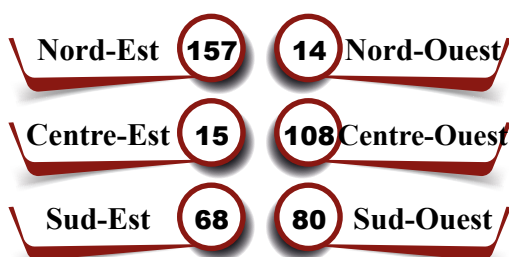
Cette avancée pourrait s'expliquer aussi par la baisse de la pression au cours du mois d'Août, la décision des autorités d'assouplir les restrictions imposées à la circulation des personnes et des véhicules dans le cadre du plan de prévention de la pandémie de Covid a permis un semblant de retour à la vie normale pour les personnes et aussi pour de nombreuses activités économiques, y compris les services tels que les cafés et les restaurants. Tous ces éléments ont assuré une sorte de trêve au mouvement social tout au long du mois d'Août, mais c'est la trêve qui précède la tempête, car le mois d'Août s'ouvre sur des mois orageux pour les saisons du mouvement contestataire.



Parmi les changements dont le mouvement protestataire a été témoin au cours du mois d'août, il y a eu celui de la cartographie des zones les plus contestataires, où le Nord-Est a émergé comme centre de gravité de la contestation.

Cela peut s'expliquer par le choix des manifestants de protester où se trouve le centre des décisions, c'est-à-dire dans la région de la Capitale et ce, dans un effort pour faire entendre leurs voix contre la politique d'épuisement et de non-interaction qui se poursuit depuis des années. La région du Nord-Est a enregistré 35,5% du total des manifestations en Août, suivie par la région du Centre-Ouest (Kasserine, Sidi-Bouزيد et Kairouan) avec 24% et la région du Sud-Ouest avec 80 mouvements (les gouvernorats de Gafsa, Kébili et Tozeur), puis 68 mouvements de protestation dans les gouvernorats de Gabes, Tataouine et Médenine. Le mouvement social s'est réduit dans les gouvernorats des régions du Centre-Est et du Nord-Ouest, à 15 et 14 mouvements de protestation, selon le classement suscit.

La plupart de ces protestations étaient spontanées, soit environ 63 %.



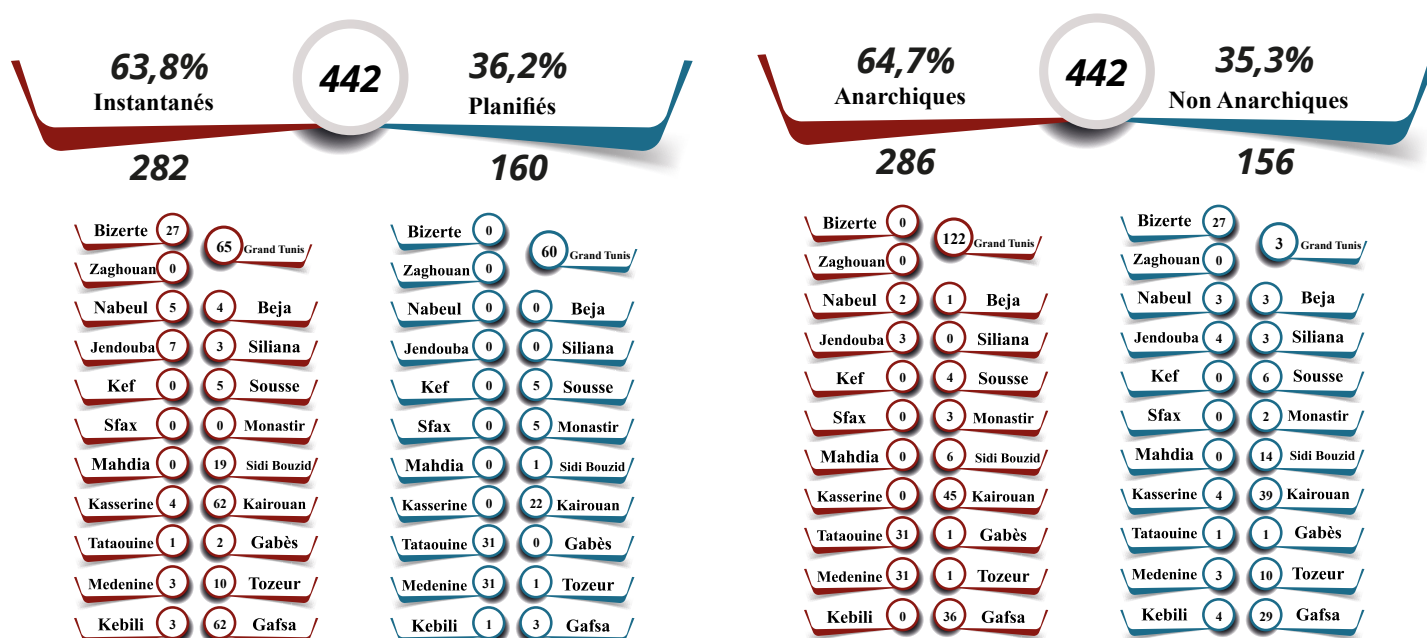
442



Protestations anarchiques

L'une des variables de la scène de protestation également relevée au cours du mois d'août a été la baisse du pourcentage de manifestations anarchiques, c'est-à-dire celles qui tendent vers la violence ou le blocage des activités, car des taux record de manifestations anarchiques ont été enregistrés au cours des premiers mois de cette année (stabilisé au niveau de plus de 80%). Ce pourcentage était d'environ 64,7% au cours du mois d'août 2021.

Quant à la cartographie des manifestations anarchiques, les gouvernorats de Tataouine, Médenine, Tunis et Gafsa, ont représenté des pôles de manifestations anarchiques, puisque les quatre régions ont enregistré 49,7% du total des manifestations anarchiques relevées au niveau national. Pour expliquer cette concentration anarchique dans le mouvement de protestation, il faut noter que le gouvernorat de Tunis constitue le siège central souverain, vers lequel les mouvements s'orientent et protester devant un siège de souveraineté et devant le siège des ministères représente une forme que les manifestants ont adopté depuis des années. Quant au gouvernorat de Gafsa, il s'agit d'une zone de contestation traditionnelle dans laquelle l'anarchique a été associé à la fermeture du siège du chemin de fer de transport du phosphate et à la perturbation des activités de la Société des Phosphates de Gafsa en revendication d'emploi.

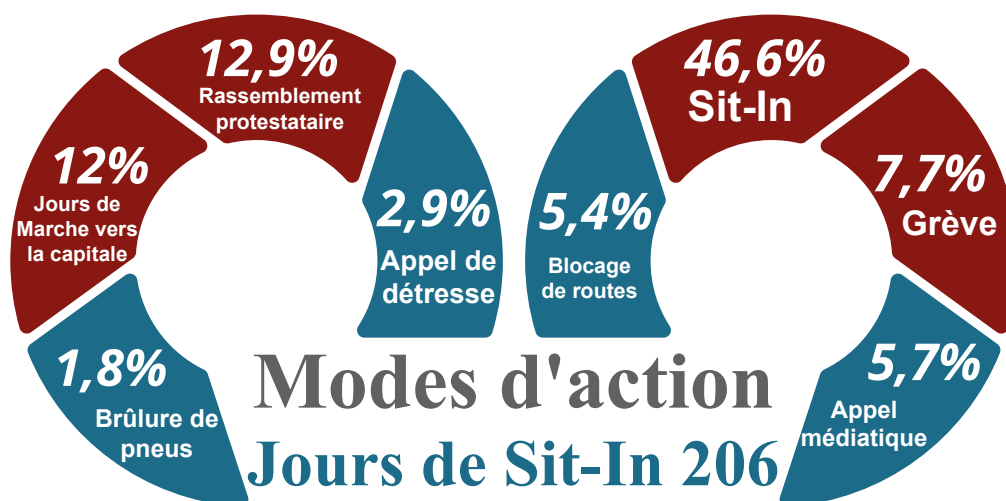


Formes de protestation et acteurs

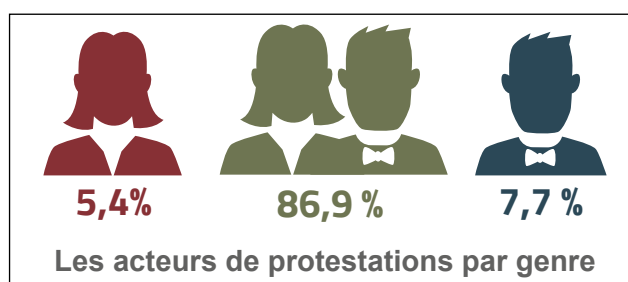
Le sit-in reste la forme de protestation la plus choisie pour les acteurs du mouvement social puisque cette forme vient en premier par rapport aux manifestations du mois d'Août, avec un taux de 46,6% soit 206 jours pour divers mouvements de protestation et mouvements sociaux.

Les rassemblements protestataires sont arrivés en deuxième position avec 12,9%. De plus, durant le mois d'août, la marche pacifique vers la Capitale est un mode d'action qui a connu un retour au-devant de la scène, avec un taux de 12%, comme ces femmes en recherche d'emploi qui ont quitté la zone d'Al-Bareka, à Om Laarayes, à pied à l'occasion du 13 août, demandant à rencontrer le Président de la République et à faire entendre leurs voix.

La grève s'est classée au troisième rang en termes de formes de protestation observées avec un taux de 7,7%, suivie des appels médiatiques, puis des blocages de routes, des roues brûlées, des blocages des activités et des grèves de la faim.



Quant aux acteurs, les femmes ont représenté 7,7% du total des acteurs du mouvement durant le mois d'Août 2021, tandis que les hommes ont représenté 5,4% de ces mouvements. La proportion de mouvements de protestation initiés par des hommes et des femmes dans une proportion mixte a été de 86,9 %.



Quant aux auteurs, il s'agissait principalement d'ouvriers (30 % du total des acteurs sociaux), d'employés (17 %), de chômeurs (24 %), d'agriculteurs, de journalistes, de militants, d'employés de la fonction publique, de chauffeurs, de travailleurs domestiques et de migrants à des taux rapprochés.

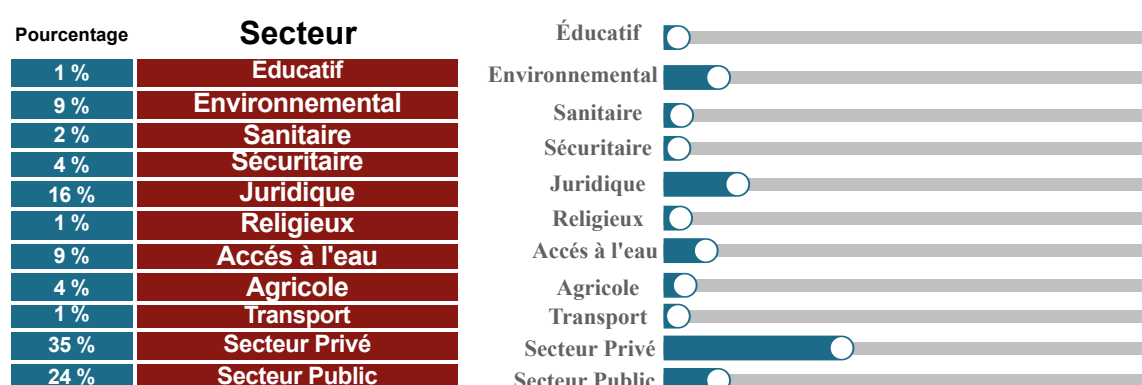
Les espaces de protestation	
30 %	Travailleurs
19 %	Habitants
17 %	Employés
15 %	autres citoyens
12 %	Chômeurs
12%	Diplômés chômeur
4 %	Agriculteurs
3 %	Journalistes
2 %	Parents
2 %	Activistes

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements	
37 %	Routes
19 %	Sièges des ministères
19 %	Espaces de Travail
15 %	Médias
9 %	Siège du Gouvernement
8 %	Réseaux Sociaux
5 %	Bâtiments public
2 %	Sièges des munic
2 %	Hôpitaux
2 %	Sièges des Délégations

Les revendications et les espaces :

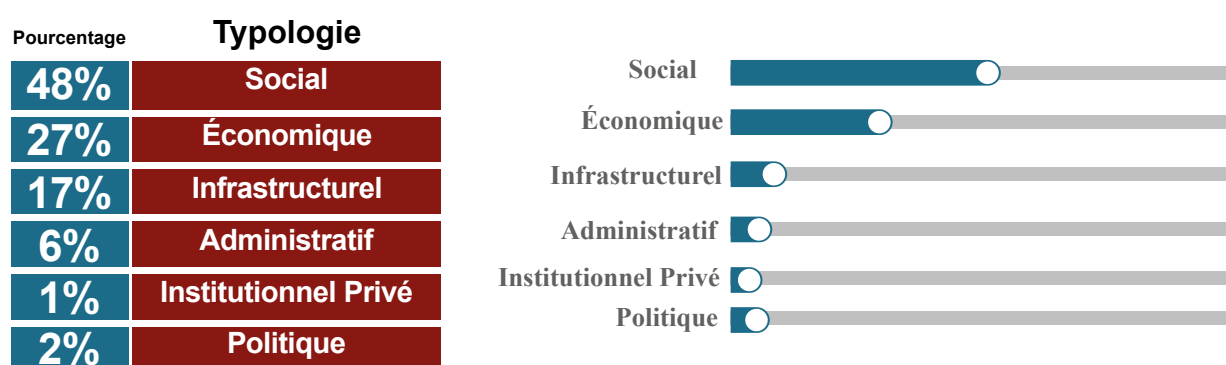
Le contexte économique et social a représenté 75% du total des demandes des manifestations du mois d'Août 2021. Ces revendications étaient liées à la création d'emplois, à l'amélioration des conditions professionnelles et à la lutte contre les violations des droits du travail.

Par ailleurs, 9% des protestations du mois d'Août 2021 étaient liées au droit à l'eau, 9% au droit au développement et au droit à la compensation, à la dénonciation de l'interruption des services d'électricité et d'eau, la non-activation des accords et aux demandes de réparation de l'infrastructure, puisque les protestations liées aux infrastructures ont représenté 17% du total des protestations durant le mois d'Aout 2021.



Les rues ont constitué les espaces de protestation les plus importants, avec un pourcentage de 37% et les sièges sociaux des ministères ont représenté les deuxièmes espaces de protestation les plus importants avec 19%, suivis des espaces de travail, des médias, puis des sièges d'institutions étatiques et des médias modernes ou les plateformes de réseaux sociaux, principalement Facebook, sans oublier, devant les sièges de souveraineté (5 %), les sièges des municipalités (2 %), hôpitaux (2 %), les sièges des délégations et les sièges administratifs, judiciaires, éducatifs et sécuritaires (1 %)

L'autorité centrale représente la cible principale des manifestants, puisque le pourcentage de revendications adressées aux autorités centrales a atteint 63%. Le pourcentage de revendications adressées à la Présidence de la République ont été de 18% et les revendications adressées aux autorités régionales s'élèvent à 17%, tandis que le pourcentage de demandes adressées aux délégués est de 1% et les gouverneurs de 8%.

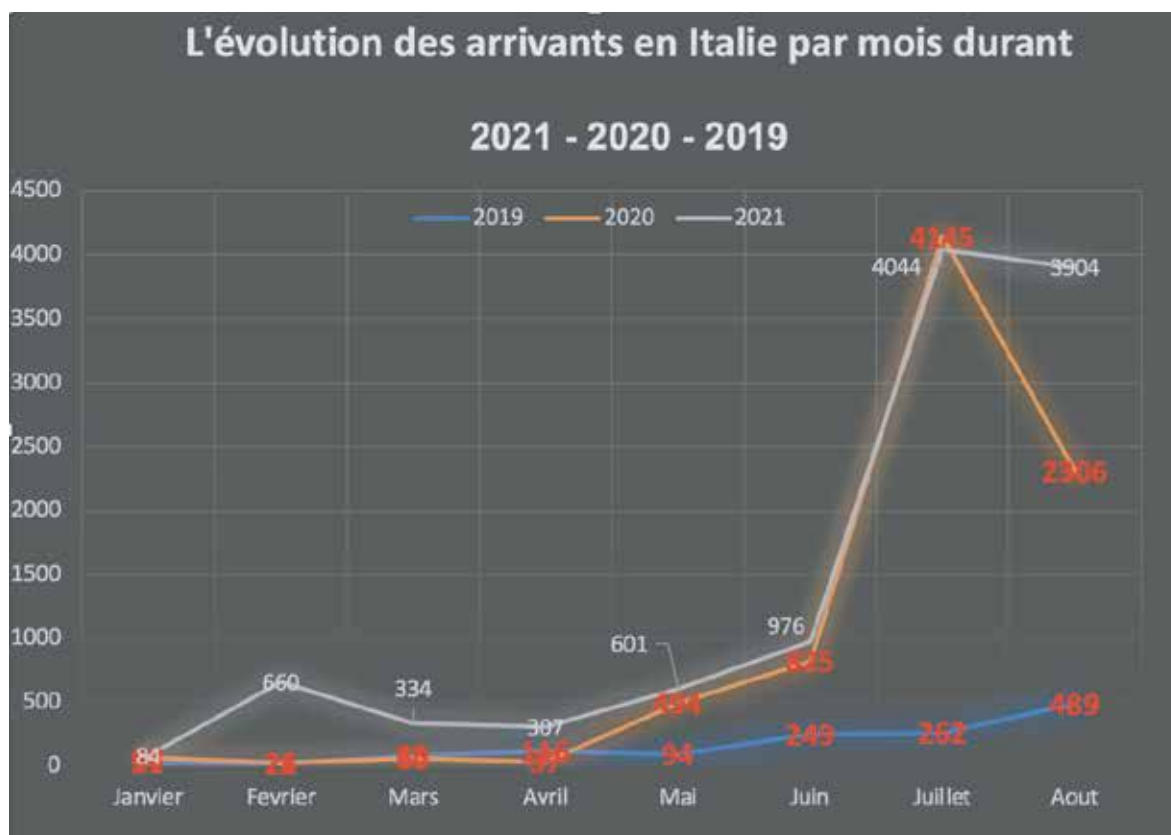


Comparatifs des données durant la même période 2018-2019-2020-2021

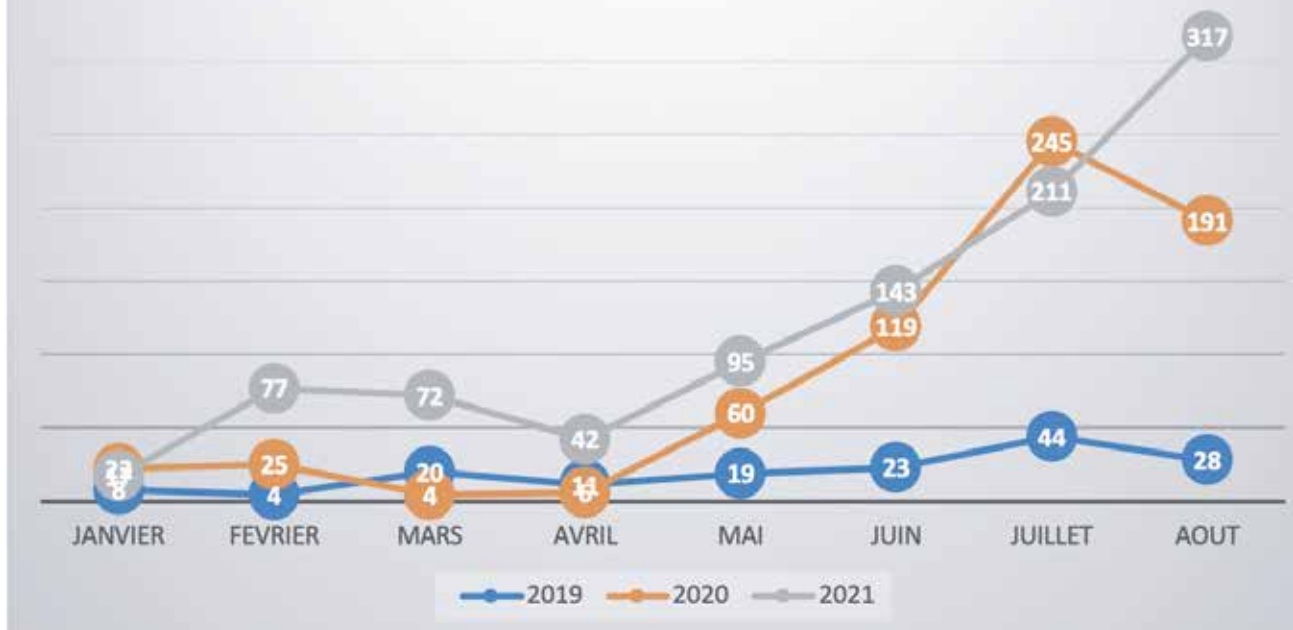
Août	2021	Total	Août	2020	Total	Août	2019	Total	Août	2018	Total
3904	Les arrivants sur les côtes italiennes	10911	2306	Les arrivants sur les côtes italiennes	7961	489	Les arrivants sur les côtes italiennes	1347	625	Les arrivants sur les côtes italiennes	3967
317	Les opérations d'interception	974	191	Les opérations d'interception	672	28	Les opérations d'interception	157	39	Les opérations d'interception	265
5582	Les migrant interceptés	16209	1621	Les migrant interceptés	8516	515	Les migrant interceptés	2338	422	Les migrant interceptés	3534

Sur le même rythme que le mois de Juillet 2021, le nombre d'arrivées sur les côtes italiennes au cours du mois d'Août a atteint 3904, soit une augmentation de 40 % par rapport à Août 2020. Le nombre d'arrivées en Italie depuis le début de l'année s'est élevé à 10 911, soit une augmentation de 27 % par rapport à la même période en 2020. Au cours du mois d'Août, 317 opérations d'interception ont eu lieu, soit une augmentation de 38%. Les traversées interceptées depuis le début de l'année se sont élevées à 974, soit une augmentation de 31% par rapport à la même période en 2020. Le nombre de migrants interceptés a atteint 5582, soit une augmentation de plus de 70%. Depuis le début de l'année, 16 209 migrants ont été empêchés d'atteindre les côtes italiennes, soit une augmentation de 47%.

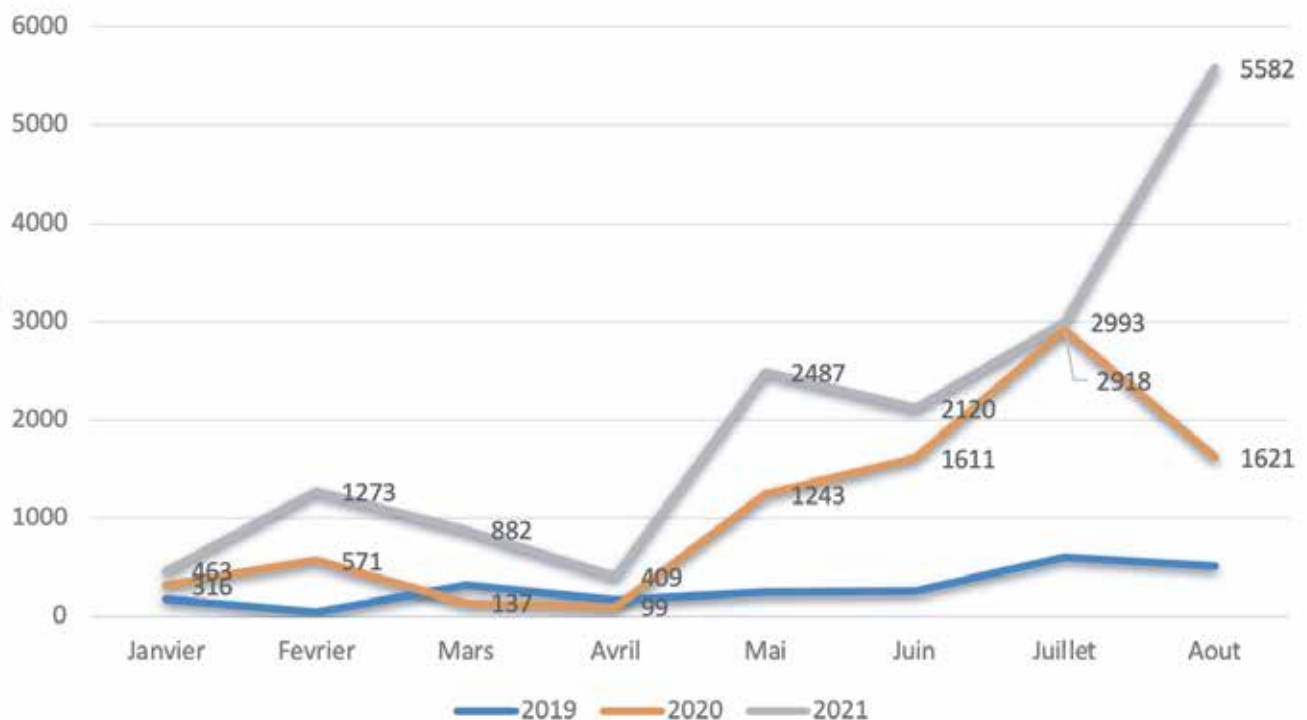
Les chiffres confirment que l'acceptation et l'optimisme entourant les décisions dans le contexte politique ne trouvent pas écho dans les hauts débits. La décision semble davantage liée au contexte économique et social, qui ne connaît aucune évolution, à un état de défiance envers l'avenir et à un sentiment d'insécurité.



La réparation des opérations interceptées 2021 - 2020 - 2019



Le Nombre des migrants interceptés 2021 - 2020 - 2019



LA DISTRIBUTION DES ARRIVANTS SUR LES CÔTES ITALIENNES

	MINEURS NON-ACCOMPAGNÉS	MINEURS ACCOMPAGNÉS	FEMMES	HOMMES	LES ARRIVANTS
AOÛT	502	138	149	3115	3904
TOTAL	1766	350	393	8402	10911

Avec l'amélioration des facteurs climatiques, le phénomène de migration familiale est réapparu et le nombre de familles migrantes peut être estimé depuis le début de l'année à plus de 200 familles. Le nombre de mineurs a également dépassé les 2 116 mineurs arrivés sur la côte, dont 350 accompagnés.

Les opérations interceptées par région

	Jendouba	Bizerte	Tunis	Nabeul	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Gabes	Médénine
AOÛT	*	1,3%	4,5%	6,8%	1,8%	2,2%	10,9%	56,6%	1,3%	14,15%
MOYENNE	*	2,7%	9,5%	13,9%	4,5%	6,3%	10,3%	36,09%	0,55%	6,47%

Les traversées interceptées se sont intensifiées dans la région de Sfax qui en représente à elle seule 56,6%. Au cours de ce mois d'Aout 2021, toutes les côtes tunisiennes ont connu des traversées interceptées, qui se sont élevées en moyenne à plus de 10 traversées par jour ce mois-ci.

LES MIGRANTS SELON LES NATIONALITÉS

	NON TUNISIEN(NE)S	TUNISIEN(NE)S
AOÛT	28,5%	71,5%
MOYENNE	53,11%	46,88%

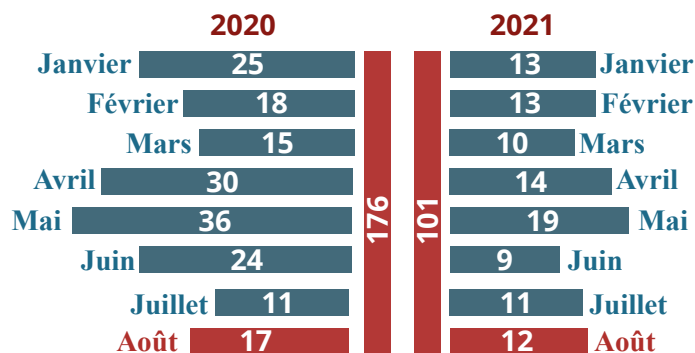
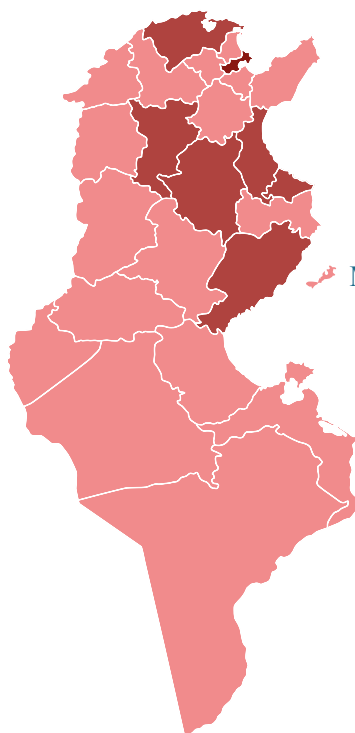
Le pourcentage de migrants tunisiens interceptés sur les côtes tunisiennes a atteint 71,5% au cours du mois d'Août 2021, ce qui constitue le nombre le plus élevé de cette année 2021. Les migrants d'autres nationalités ont concentré l'essentiel de leur départ à partir du territoire libyen mais ils ont été interceptés ou secourus par les autorités tunisiennes.

	MARITIME	TERRESTRE
AOÛT	74,1%	25,8%
MOYENNE	45,5%	54,4%

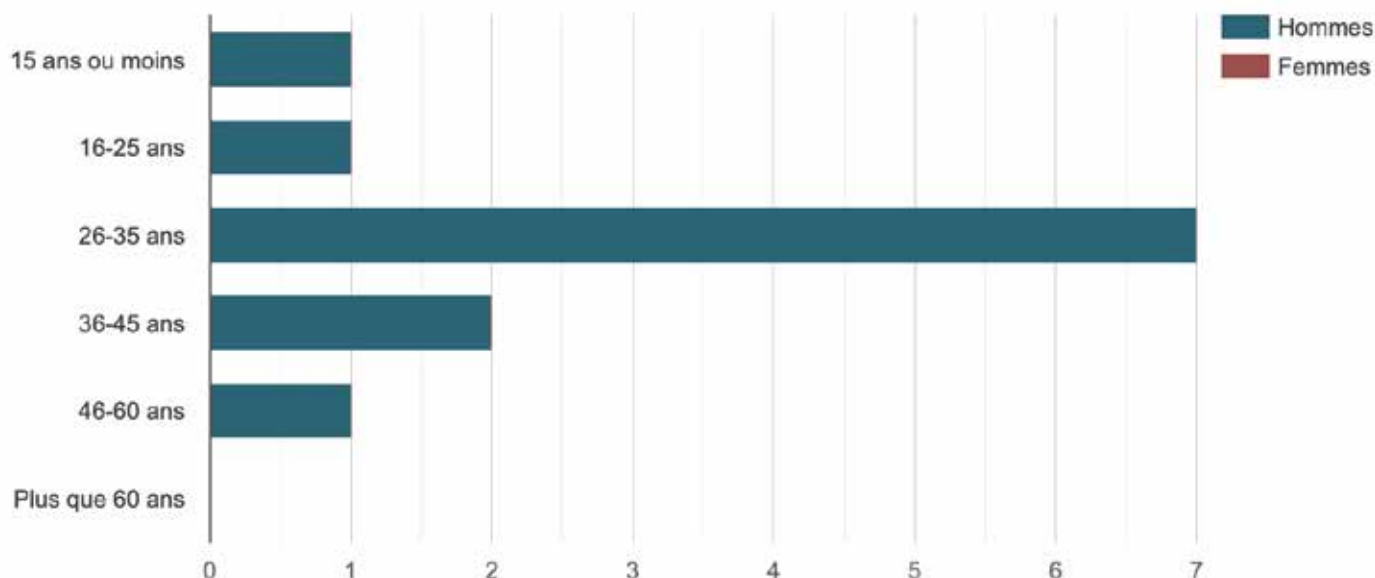
Les traversées interceptées en mer ont représenté 74,1% durant le mois d'Août 2021, ce qui constitue le nombre le plus élevé de cette année 2021. Les équipements techniques et la coordination avec les parties italiennes et européennes ont joué un rôle prépondérant.

Les suicides et tentatives de suicide

12 suicides et tentatives de suicide ont été relevés au cours du mois d'Août 2021, tous de genre masculin. Ces cas se sont répartis comme suit : un acte de suicide ou tentative de suicide respectivement à Bizerte, Sfax, Seliana, Sousse, Monastir et Kairouan et 6 actes de suicide ou tentative de suicide dans le gouvernorat de Tunis. De plus, une menace de suicide collectif par un certain nombre d'agriculteurs de Mallag a été enregistrée pour protester contre leurs conditions professionnelles, sans avoir de précision sur le nombre de ces personnes.

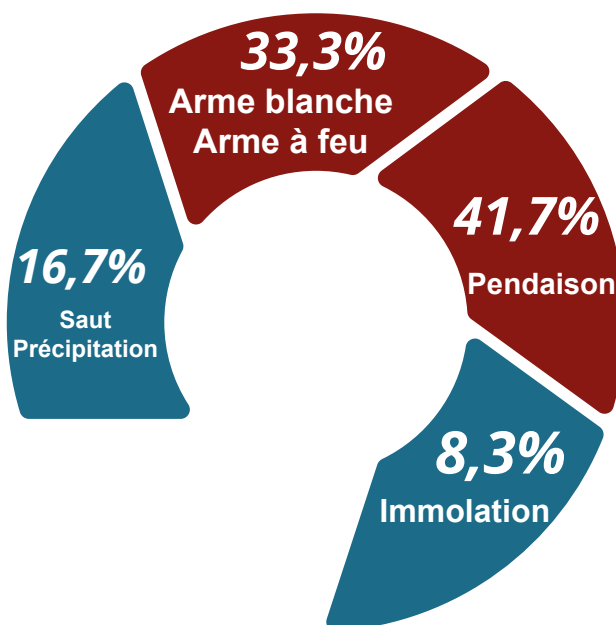


La tranche d'âge des 26-35 ans a été classé premier, avec un taux de plus de 50%, suivi du groupe d'âge des 36-45 ans. Un suicide ou tentative de suicide a également été observé chez un enfant de moins de 15 ans.



	15 ans ou moins	16-25 ans	26-35 ans	36-45 ans	46-60 ans	Plus que 60 ans
Hommes	1	1	7	2	1	0
Femmes	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1	1	7	2	1	0

Le suicide par pendaison a représenté la forme de suicide la plus observée avec un taux de 41,7%, suivi de l'usage d'armes blanches ou à feu à hauteur de 33%, puis par saut et précipitation du haut d'immeubles ou de puits avec 16,7% et l'immolation avec 8,3%.



Rapport sur la violence

La violence et ses formes effroyables d'assassinats, de mauvais traitement et d'agressions sur les individus sont devenues une partie de la scène sociale en Tunisie, sans que les autorités affichent une stratégie claire pour contrôler et prévenir ces violences en tant que menace pour les individus et la paix sociale. Ces violences ont été notables notamment dans la tranche d'âge des moins de 25 ans, selon ce qui a été relevé tout au long du mois d'Août 2021 par l'équipe de veille de l'Observatoire Social Tunisien et il s'agit de violences contre soi et contre les autres. Au moment où l'opinion publique était ébranlée par le meurtre commis par un jeune dans la vingtaine contre ses parents et son frère en le poignardant avec un couteau pour se suicider par la suite pour des raisons psychologiques (Selon ce qui a circulé dans les médias), un autre jeune de vingt ans a été impliqué, le jour suivant, dans un autre meurtre odieux, en poignardant au couteau une femme âgée spécialisée dans le sortilège pour les mêmes motifs (raisons psychologiques). Quelques jours plus tard, un adolescent de 17 ans a commis le délit de verser de l'essence sur le corps de son ami (un adolescent de 16 ans) et d'y avoir mis le feu en représailles à une dispute qui a éclaté entre eux lors d'une soirée alcoolisée.

Les autorités ont-elles une réponse claire sur le niveau croissant de cette violence et comment la prévenir ?

Aussi, durant le mois d'Août 2021, nous avons constaté, à travers le processus de veille, un fort retour de violence conjugale, allant jusqu'à la brûlure d'un mari sa femme à un endroit sensible de son corps, dans la région de Sidi Hassine, à la suite d'un différend entre eux. Ce que nous avons également remarqué, c'est l'étendue de l'interaction négative avec l'incident sur les sites de réseaux sociaux, où ceux qui interagissent avec les nouvelles ont montré une normalisation claire avec la violence et des tentatives de la justifier. Les autorités ont-elles une réponse claire à la croissance de la violence conjugale et le phénomène croissant de normalisation sociale avec la violence ?

Il est clair que les autorités n'ont aucune stratégie pour lutter contre cette hémorragie et ni pour y faire face dans une optique de sensibilisation et selon le secteur, comme, la violence routière, la violence criminelle et la violence contre les femmes ; elle ne présente pas, par exemple, une vision claire concernant la prévention et le traitement de la violence conjugale, ni ne présente la violence comme une forme sociale qui a des répercussions et des coûts sur le collectif national.

Au cours du mois d'Août 2021, une cartographie des violences a été relevée, dans laquelle le centre de gravité a été la Région de la Capitale avec 29,6% du total des violences observées, puis Sousse avec 20,5%, Monastir avec 15,9%, Nabeul et Kairouan avec 9,1%, puis Kasserine avec 6,8 %.

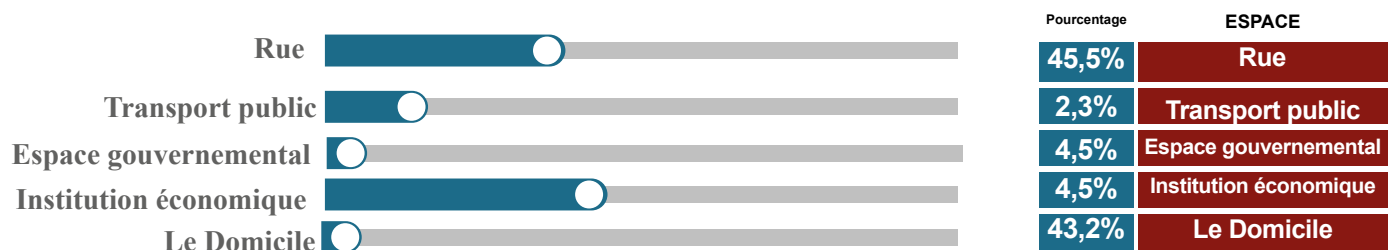
Les femmes ont représenté 26,6 % du total des victimes de violence enregistrées durant le mois d'Août 2021, les hommes 21,1 % et le pourcentage restant est composé de victimes des deux genres pour un certain nombre d'incidents de violence observés.



La violence criminelle a été à hauteur de 90,9 % du total des cas de violence observés, tandis que la violence économique a représenté 4,5 %.



La rue et le domicile ont été les espaces les plus importants dans lesquels la violence était commise, avec un pourcentage de plus de 40 % pour chaque espace. À des degrés divers, les espaces administratifs, les moyens de transport et les institutions de production économique ont été le théâtre de violences.



En somme, la lutte contre la violence est indissociable de toute autre bataille devant être menée pour corriger le cours de la construction démocratique dans le pays. Ce processus visera la garantie de la paix sociale ainsi que l'assurance d'une vie économique active dans le but de construire aux générations futures un avenir sain. Les pouvoirs publics devraient s'attaquer sérieusement à la question des violences, notamment chez les adolescents et les moins de 25 ans, et ce en impliquant des chercheurs en sociologie et en psychologie comportementale et inclure tout dans une stratégie contenant des mécanismes de prévention de cette violence dans les institutions éducatives et leurs environs, au sein de la famille et de ses environs et dans les espaces communs et leurs environs.



Conclusion

En somme, il était prévisible que le niveau de tension sociale s'atténue tout au long du mois d'Août 2021 pour laisser place à l'observation et au suivi, mais il faut noter que les fortes attentes de changement politique depuis le 25 juillet et le retard dans la sortie de la crise politique actuelle, notamment au vu du manque de clarté dans la vision et de l'absence d'une feuille de route claire peuvent accélérer le retour de la mobilisation sociale surtout dans un contexte de rentrée scolaire et agricole.

une voie complexe de l'engagement vers le leadership

Rihab Mabrouki

Personne n'oubliera les scènes de femmes rassemblées dans les rues et les cours publiques des villes du bassin minier il y a des décennies exigeant le départ des colonisateurs et se tenant debout face à l'injustice et à l'obscurité. Ces scènes ont peut-être été un signe important que les femmes de cette région n'aient jamais eu peur de participer à des manifestations populaires appelant à l'indépendance, malgré le danger qu'elles représentent pour leur vie, elle a également révélé le rôle important joué par ce dernier dans le changement. Des dizaines de visages de femmes ont résisté à l'oppression extérieure et intérieure avant et après l'indépendance. Leur sang a été versé afin de libérer le pays. Pour continuer après l'indépendance pendant les protestations contre les gouvernements successifs, les femmes émergent comme une partie inséparable des masses, exigeant non seulement des changements politiques et sociaux, mais aussi des coutumes et des traditions qu'elles considèrent comme limitant leurs rôles dans la société.

Les femmes sont les acteurs de la protestation avant la révolution : soulèvement du bassin minier

Beaucoup d'entre elles sont des femmes qui ont été déterminées à peindre un nouvel avenir pour la zone de la mine, prenant la protestation comme une arme pour rejeter la répression. Lors du soulèvement du bassin minier de 2008 et de l'émergence de tout le spectre de la société dans la ville de Redeyef, appelant au renversement du régime répressif, un groupe de femmes est apparu comme leaders des marches populaires qui parcouraient les rues de la ville. Leur rôle militant a émergé de leur participation active à la manifestation après des décennies de pauvreté, de marginalisation et de perte de la part de la région dans l'emploi et le développement, Aljia Aljdidi, l'icône du soulèvement du bassin minier, cette femme des années soixante-dix ans, la scène de son doigt pointant, les détails d'une souffrance qui n'est pas encore terminée, est l'une des femmes qui ont mené les manifestations dans la ville de Redeyef et ont été soumises à la répression policière dans l'intervalle. Elle a été confrontée au bruit des balles dans le son de ses acclamations, et pendant des jours elle était debout sous les tentes des gens de la région. En octobre 2013, Aljia Aljdidi est morte, laissant derrière elle une augmentation militante des médias au pays et à l'étranger, et une image inspirante d'autres femmes, peut-être un modèle pour les femmes leaders dans les domaines avec une poigne de fer et un exemple de l'évolution des protestations parmi les femmes dans cette région pour leur droit à une vie décente. un chemin qui peut être considéré comme un produit de facteurs économiques et sociaux, dont le plus important a été l'héritage de la culture de protestation des femmes depuis la période coloniale, quand de nombreux visages de femmes ont émergé qui ont résisté aux colonisateurs avec tous les moyens de lutte, comme l'acheminement de l'aide alimentaire à la résistance dans les montagnes. Nous concluons donc que la culture des femmes investissant la rue dans les villes minières n'est pas nouvelle, elle est née des conditions, des changements sociaux et de la pauvreté, l'oppression et la marginalisation qui ont fait des femmes un acteur actif dans les manifestations et une partie intégrante du système qui prône le changement.



La militante Aljia Aljdidi

La protestation féministe se poursuit après la révolution : les diplômées chômeuses

Malgré le départ et la participation des femmes à toutes les formes de protestations, il reste de nombreux défis à relever. Nous les voyons marginalisées et exclues des droits les plus fondamentaux qui traduisent leur humanité, c'est-à-dire l'emploi, comme elles le font avec les femmes chômeuses dans le gouvernorat de Gafsa, qui ont des diplômes universitaires. Malgré le mépris, l'oppression et la violence physique et morale dont ils font quotidiennement l'objet, cela ne les a pas découragées de continuer à protester et à chercher le changement.



Protestations des diplômées chômeurs à Gafsa

Mounira Ayari, l'une des manifestantes du gouvernorat de Gafsa, est diplômée de l'enseignement supérieur de l'Institut national du travail de Tunisie et n'a pas encore obtenu son droit à l'emploi depuis l'obtention de son diplôme en 2003. Mounira est l'une des participantes à la pétition pour le divorce collectif, signée en raison de la violation de ses droits économiques et de son exclusion de l'emploi par le préfet au motif que son mari a obtenu un emploi dans le secteur public. La pétition qui représentait un mouvement symbolique des femmes pour défendre leur droit légitime au travail est apparue comme une nouvelle forme de protestation pacifique que nous n'avons jamais vue auparavant. Dans l'État des droits, les femmes sont privées de leur droit à l'emploi sous prétexte que leurs maris ont eu accès à des emplois publics, ce qui renforcerait davantage la dépendance des femmes envers les hommes et limiterait leur capacité à atteindre leur indépendance financière.

Cela a été rejeté par les chômeuses de gouvernorat de Gafsa, ce qui les a amenés à créer des formes de protestations inhabituelles et non répandues afin de porter leurs revendications à l'intention de l'Autorité. On peut dire ici que la situation économique et sociale qui prévaut et qui se détériore dans cette région a conduit les femmes à résister à l'existence en investissant la rue pour lutter à travers diverses formes de protestations. En nous parlant de l'expérience sit-in, Mounira dit : "Depuis le 11 février 2018, on proteste devant le siège du gouvernorat sans réponse de l'autorité concernée, nous avons traversé toutes les formes de protestations depuis les marches et les sit-in jusqu'à ce que nous puissions éditer une pétition pour le divorce de masse afin de revendiquer notre droit au travail."

L'expérience des femmes de gouvernorat de Gafsa qui s'engagent dans la protestation et l'évolution de leur rôle militant, de la participation à des mouvements de protestation à la prise de direction et à l'organisation de sit-in ne s'agit pas d'une preuve que les femmes de cette région ont atteint le niveau requis en matière de plein exercice de leurs droits légitimes. Au contraire, la situation actuelle soulève un certain nombre de nouvelles questions sur la proportion de l'autonomisation des droits des femmes, ce qu'ils ont gagné grâce à leur participation aux mouvements de protestation et à la mesure dans laquelle ils sont aujourd'hui en mesure d'influencer la vie politique et sociale comme un élément actif dans le cours des mouvements de protestation qui ont créé une sorte de changement. C'est peut-être la raison pour laquelle nous nous demandons : les femmes ont-elles aujourd'hui subi des années d'oppression et de marginalisation, ou leur lutte a-t-elle été confrontée à l'exclusion sociale et à la discrimination ?

NOUVELLE MÉTHODOLOGIE DE CALCUL SCIENTIFIQUE :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions :

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

Mouvements planifiés : mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

Mouvements anarchiques (violents) : ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étant plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.

Méthodologie de veille de la migration non réglementaire

- Les opérations d'interception : la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)

- Les arrivées sur les côtes européennes : Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.

Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-réglementaire.

- Les chiffres invisibles : ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.